

Idée Noire

Journal des
Jeunes Libertaires
du groupe de la CGA-Lyon
et environs

N°1 Novembre 2015

La fin de l'année 2015 approche et, avec elle, son cortège de lois antisociales. Du rapport Combrexelle à la réécriture du code du travail en passant par la loi Macron, l'année 2015 aura été des plus profitable pour le patronat et les classes dirigeantes; On voit toutefois apparaître partout en France de nombreuses luttes. Le cas d'Air France a fait le tour du monde, mais des luttes plus méconnues existent également, comme pour le cas des grévistes de Lyon Centre ou des ouvrier-ère-s du bâtiment d'Hôtel Dieu. Des actions de solidarité s'organisent également envers les migrant-e-s comme nos collectes de dons, les manifs... A l'international, on voit en Turquie une amplification des conflits entre révolutionnaires et Etat Turc depuis les attentats de Suruc et d'Ankara, où le gouvernement AKP est pointé du doigt pour sa complaisance avec Daesh et sa certaine implication dans les récents massacres. En Espagne, l'opération Pandora, opération policière musclée, s'en prend à nouveau aux locaux et collectifs anarchistes.

Espagne : Répression étatique contre le mouvement anarchiste

En Espagne, l'Etat a recommencé à s'attaquer au mouvement libertaire et aux revendications sociales. A Barcelone et dans ses environs, le centre social "La Révoltosa" et le Groupe Libertaire de Sants ont été pris pour cible, des logements de militant-e-s ont aussi été investis par la police autonome de Catalogne (mossos d'esquadra). Ils ont retenu, au cours de la matinée du 28 d'octobre, 9 personnes, les accusant (abusivement?) d'appartenance à une organisation terroriste.

Ordonnées par l'Audience Nationale Espagnole, le tribunal le plus important d'Espagne, ces actions policières sont menées dans le cadre des opérations Pandora et Piñata. L'opération Pandora, effectuée le 16 décembre 2014 à Barcelone, a mobilisé 400 agent-e-s des forces de l'ordre, 11 personnes ayant été interpellées. L'opération Piñata s'est réalisée le 30 mars 2015, 38 militant-e-s ont été interpellé-e-s dans les villes de Madrid, Barcelone, Palencia et Grenade. Au cours de ces opérations, ordinateurs, portables, et documents ont été saisis par la police. A travers cette répression et la manipulation médiatique, les forces étatiques cherchent à effrayer et criminaliser le mouvement libertaire, ainsi que tous les mouvements de protestations. Après ces opérations, les détenu-e-s ont été relâché-e-s, faute de



preuves. Avec ses moyens de communication tant publics que privés, l'Etat tente d'assimiler "l'anarchisme" au "terrorisme".

Ces tentatives de criminalisation de la protestation sociale en Espagne entrent dans un climat de répression croissante de la part de l'Etat. Des lois dignes de la dictature franquiste comme la "Loi de Sécurité Citoyenne", plus connue sous le nom de la « loi bâillon », attaquent de manière frontale la liberté d'expression. Cette loi, avec la réforme du Code Pénal et la nouvelle Loi Antiterroriste, sont conçues pour réprimer les minorités, éviter les mobilisations et réduire les libertés.

La « loi bâillon » permet les « reconduites à chaud » (remettre aux autorités marocaines les migrants juste après qu'ils aient posé le pied sur le sol espagnol). Elle interdit les manifestations en face du parlement. Elle fixe des amendes jusqu'à 30 000 euros à qui refuse de se disperser durant une manifestation et à qui répand des images de violences policières dans les réseaux sociaux ou tente d'empêcher des expulsions de logement.

SOMMAIRE

P.1 : Répression étatique contre le mouvement anarchiste

P.2 : Restructuration de l'extrême-droite fasciste en France

P.2-3 : Turquie : Terreur d'Etat contre luttes populaires

P.4 Resister à son taf / Nous connaître



COORDINATION
DES GROUPES
ANARCHISTES
Lyon

CONTACT

groupe-lyon@c-g-a.org

Restructuration de l'extrême-droite fasciste en France

Nous apprenions le 7 septembre la future réorganisation du mouvement fasciste en France. Cette réorganisation a lieu au sein d'un petit parti d'extrême droite fondé en 1967 et qui depuis lors n'a jamais eu aucune influence ni militant-e-s : Le Parti Nationaliste Français. La restructuration comprend le ralliement de nombreux groupes d'extrême droite, notamment, parmi les plus influents : Oeuvre Française et Jeunesse Nationaliste. Menés par Alexandre Gabriac (Jeunesse Nationaliste) et Yvan Benedetti (Oeuvre Française), ces organisations avaient été dissoutes en Juin 2013 après l'assassinat du militant antifasciste Clément Méric par des militants d'extrême droite.

Lyon sera évidemment concernée par cette restructuration, les groupes « Vénissieux Fait Front » et « Lyon Nationaliste » ayant tous deux annoncé leur ralliement au PNF. Ces deux organisations sont pilotées directement par Gabriac et Benedetti, les VIP (Very Idiot Person) du fascisme à la Française.

Ce renouveau de l'extrême droite radicale doit pousser tout progressiste et révolutionnaire à surveiller ses activités et à se préparer à répondre, par tous les moyens nécessaires. Nous, les Jeunes Libertaires de Lyon seront évidemment présent-es sur le terrain de l'antifascisme lyonnais et vous tiendrons au courant de nos activités à travers notre blog et la page Facebook de la CGA -Lyon.



Turquie : Fascisme d'Etat contre luttes populaires



La Turquie connaît depuis plusieurs mois un contexte répressif et politique de plus en plus violent à l'égard des militant-e-s révolutionnaires et des minorités kurdes, alévis ou arméniennes qui la composent. Les arrestations de militant-es, les fermetures de locaux politiques et associatifs ainsi que la censure médiatique sont monnaie courante en Turquie.

Cette censure est d'autant plus présente depuis l'attentat du 20 juillet à Suruc, qui a durement frappé la gauche révolutionnaire turque. Une délégation de militant-es révolutionnaires s'apprêtait à partir pour la ville Kurde de Kobané afin d'y apporter des jouets et de participer à sa reconstruction quand une bombe a explosé. Parmi les militant-es, 33 personnes ont perdu la vie et plus d'une centaine ont été blessé-es. L'attentat a provoqué la colère des organisations révolutionnaires de Turquie, qui ont dénoncé la complicité de l'Etat turc avec l'État Islamique. La répression qui a suivi l'attentat n'a quasiment pas touché les cellules djihadistes. Celles-ci, très actives, sont pourtant connues de l'Etat turc. La Turquie sert en effet de lieu de passage et de recrutement pour tout apprenti djihadiste, sous la complaisance des autorités turques. En revanche, l'arrestation de centaines de militant-es révolutionnaires a précédé l'explosion.

FACEBOOK

CGA Lyon

TWITTER

CGA Lyon1

Ce premier attentat et la répression contre les forces révolutionnaires turques et kurdes avaient relancé la guerre de guérilla contre le régime en Turquie. Cette guérilla est menée principalement par le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) et le Parti Communiste Marxiste-Léniniste de Turquie (TKP/ML) et d'autres partis moins importants. L'état turc poursuit, malgré les nombreuses propositions de trêve du PKK, sa guerre contre le peuple du Kurdistan turc. L'armée Turque, envoyée sur place pour déloger les guérilléros, enchaîne les crimes de guerres. Les destructions de villages suivent les massacres de civil-e-s, comme dans la ville de Cizré.

Le 3 octobre à Toulouse, le président de la Turquie Recep Tayyip Erdogan, en réunion électorale auprès des Turcs de France déclarait : « Cela ne serait jamais arrivé si vous aviez voté pour l'AKP » à propos de l'attentat de Suruc. Or l'AKP est le parti au pouvoir depuis treize ans. Pour la première fois, en juin, il n'a pas obtenu la majorité absolue aux élections législatives. Cet échec n'a pas découragé Erdogan qui a décidé d'organiser de nouvelles élections pour le début novembre. Son premier ministre Davutoglu déclarait que « si l'AKP perd le pouvoir, les Toros blanches vont revenir ». Les Toros blanches étaient des voitures dans lesquelles on emmenait les opposant--s à la dictature fasciste pour les faire exécuter, dans les années 1990.

Le 10 octobre, la Gauche Révolutionnaire de Turquie a à nouveau été touchée par un

attentat. Il s'agit du plus sanglant que la Turquie ait jamais connu, cette fois. Il a frappé une manifestation du bloc de la paix, un groupe d'organisations politiques opposées à l'AKP et à la guerre menée contre le PKK. Plus de 120 militant-es ont trouvé la mort ce jour-là. La plupart sont décédé-es à cause des gaz lacrymogènes que la police a lancé sur la foule, ou à cause des 21 heures d'attentes pour être pris-e en charge par les ambulances, bloquées jusque-là par la police. Ces actions des « forces de l'ordre » confirment la participation active de l'état turc et de l'AKP dans les attentats sanglants contre les révolutionnaires. Dans la foulée, l'Etat turc a bombardé les positions des Kurdes de Syrie (YPG/YPJ) qui font face à l'Etat Islamique.

Les élections de novembre donnent une nouvelle majorité à l'AKP. Mais les élections se sont déroulées dans un climat de peur et de guerre. Plusieurs milliers de Kurdes ont été empêché-es d'aller voter. L'AKP a accentué sa répression contre la gauche, fermant deux chaînes de télévision trop contestataires à son goût. Pourtant, le PKK avait annoncé et respecté une trêve unilatérale le temps des élections.

Pour le moment, une dizaine de militant-es anarchistes ont perdu la vie au cours des attentats. Jeunes Libertaires de Lyon, nous adressons toute notre solidarité aux camarades de Turquie.

SOUTIEN AUX RÉVOLUTIONNAIRES DE TURQUIE ET DU KURDISTAN ! SOLIDARITÉ ANARCHISTE INTERNATIONALE !



Librairie la Plume Noire : 8, Rue Diderot, 69001. Mercredi (17-19h) Samedi (15-19h)

Emission de Radio "Idées Noires" tous les mercredis sur 102.2 FM (Radio Canut) de 20 à 21h

Dans son taf, se battre pour résister

45 ouvrier-es ont bloqué le chantier de l'Hôtel-Dieu mi-octobre. Cet imposant bâtiment sur les quais de Rhône, hôpital jusqu'en 2010, compte être transformé en hôte de luxe de 140 chambres et en centre commercial. Les ouvrier-es, menés par la CGT, dénoncent des primes mirobolantes pour les dirigeants d'Eiffage en août alors que les salarié-es n'en ont jamais vu la couleur. Des problèmes de sécurité et d'hygiène sont aussi fréquents : bâtiment amianté, un salarié brûlé par électricité il y a trois mois, un départ de feu, un doigt coupé... La même semaine en France, deux accidents graves du BTP ont entraîné la mort d'un ouvrier sur le chantier de l'écoquartier de Palaiseau (91) et l'évacuation après réanimation d'un autre ouvrier à Chambéry (73). Tous les deux ont été victimes de ces chutes qui sont une des principales causes de mortalité dans le BTP. Le 22 octobre, le patron de l'entreprise Eiffage (qui gère le chantier d'Hôtel-Dieu et des centaines d'autres) est mort d'une crise cardiaque. Nous ne pleurerons pas sa mort mais rendons hommage à tous les salarié-es invisibles qui se blessent ou crèvent tous les jours pour un patronat sanguinaire se remplissant les poches sur la santé des ouvrier-es. Nous rendons hommage à celles et ceux qui luttent, à Lyon comme ailleurs, la tête haute pour une vie digne et un avenir meilleur.

Pour les convoyeur-euses de fonds du Rhône, de la Drôme et de la Loire de l'entreprise Prosegur, la détermination a payé. Une lutte de 35 jours moralement et financièrement

éprouvante, qui a mobilisé 90% de grévistes, a donné raison le 19 octobre aux salarié-es sur les primes de congés et les jours de carence. Des collectes de solidarité ont été mis en place pour aider les grévistes à tenir sur la durée. La direction a ainsi plié car les salarié-es se sont réuni-es, ont pris conscience de leur force et de la nécessité vitale de s'organiser collectivement

Fin octobre, c'est les postier-es de Lyon Centre (Bellecour) qui se sont mis en grève, soutenu-es par le syndicat SUD. Deux semaines de lutttes face aux augmentations incessantes des cadences et de la charge de travail. Partout où il peut, le système capitaliste détruit les conditions de travail par sa nécessité constante de marge de profit. Les militant-es de la CGA Lyon étaient sur les piquets de grève pour les soutenir.

Entre juin et mi-juillet 2015, il y a eu plus de 750 grèves en France. La lutte des classes existe bel et bien et face aux attaques continues du Patronat et de l'Etat, il est plus que jamais nécessaire d'impulser, renforcer, visibiliser, fédérer chacun des conflits, lutttes, grèves autour de nous. Et les mouvements anarchistes ont toute leur place dans les lutttes sociales. Concrètement, il est vital d'être solidaire là où on travaille avec celles et ceux qui résistent, s'écouter, se respecter, organiser des caisses de grèves pour tenir, faire le lien avec d'autres lutttes à proximité, contacter les syndicats qui lâchent rien, se rendre visible, affaiblir l'adversaire et gagner !

NOUS CONNAITRE / RENCONTRER



Le Front jeunesse de la CGA Lyon est composée de lycéen-nes, étudiant-es, salarié-es, chômeur-es, adhérent-es ou non à la CGA, qui veulent s'organiser pour militer sur des bases de lutttes et libertaires, anti-autoritaires, démocratiques et contre toutes les formes de dominations quotidiennes (fascisme, racisme, sexisme, précarité...). Nous organisons des collages, des tractages devant les lieux d'étude ou de travail, des actions de solidarité, des formations, des débats et